

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Maryse Hamel, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville d'Acton Vale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 16 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la VILLE D'ACTON VALE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville d'Acton Vale (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscale

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

FBL S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Drummondville, le 16 juin 2025

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A132091

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	9 768 450	9 923 474	9 627 074
Compensations tenant lieu de taxes	2	293 500	295 306	334 616
Quotes-parts	3		(10 081)	(2 573)
Transferts	4	886 726	2 046 402	3 031 351
Services rendus	5	950 640	1 133 229	988 325
Imposition de droits	6	306 050	547 142	463 137
Amendes et pénalités	7	126 100	190 134	180 307
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	98 918	230 257	217 528
Autres revenus	10	140 797	402 216	912 179
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 571 181	14 758 079	15 751 944
Charges				
Administration générale	14	2 047 539	1 994 865	1 870 412
Sécurité publique	15	1 998 245	1 999 110	1 864 318
Transport	16	2 394 030	2 265 821	2 195 565
Hygiène du milieu	17	3 697 619	3 730 052	3 558 909
Santé et bien-être	18	6 500	2 633	2 446
Aménagement, urbanisme et développement	19	265 220	243 306	265 419
Loisirs et culture	20	3 193 188	3 034 068	2 858 633
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	489 380	453 136	448 997
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 091 721	13 722 991	13 064 699
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 520 540)	1 035 088	2 687 245
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 138 438	53 451 193
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(262)	(262)
Solde redressé	28		56 138 176	53 450 931
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		57 173 264	56 138 176

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 835 395	4 525 400
Débiteurs (note 5)	2	9 599 640	11 156 827
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	64 371	61 929
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	14 499 406	15 744 156
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 729 959	2 357 710
Revenus reportés (note 11)	12	220 366	333 125
Dette à long terme (note 12)	13	14 852 230	16 260 645
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	335 340	325 573
	16	17 137 895	19 277 053
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 638 489)	(3 532 897)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	59 195 102	59 233 320
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	308 978	260 751
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	307 673	177 002
	23	59 811 753	59 671 073
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	57 173 264	56 138 176
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	57 173 264	56 138 176
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	57 173 264	56 138 176

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 520 540)	1 035 088	2 687 245
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	2 819 252)(	4 644 682)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		2 857 470	2 785 511
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			(5 709)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		38 218	(1 864 880)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			19 662
Variation des stocks de fournitures	10		(48 227)	13 493
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(130 671)	(4 664)
	13		(178 898)	28 491
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 520 540)	894 408	850 856
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 532 897)	(4 383 753)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 532 897)	(4 383 753)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 638 489)	(3 532 897)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 035 088	2 687 245
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 857 470	2 785 511
Autres			
▪ Provision pour moins-value	3.1	22 290	(2 557)
▪ Réduction de valeur	3.2		(5 710)
	4	3 914 848	5 464 489
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	1 557 187	266 800
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(617 984)	652 335
Revenus reportés	8	(112 759)	(35 088)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		19 662
Stocks de fournitures	11	(48 227)	13 493
Autres actifs non financiers	12	(130 671)	(4 664)
	13	4 562 394	6 377 027
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 819 252)	(4 644 682)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 819 252)	(4 644 682)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(24 732)	(12 390)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(24 732)	(12 390)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 905 200	618 200
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 346 300)	(1 620 500)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	32 685	41 271
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 408 415)	(961 029)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	309 995	758 926
Solde déjà établi	31	4 525 400	3 766 474
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	4 525 400	3 766 474
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 835 395	4 525 400

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés par organismes, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes, l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes présentés aux pages S12, S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Ville repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Ville.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la Ville.

b) Partenariats

Aux fins de l'établissement de ces états financiers consolidés, la Ville inclut la Régie Intermunicipale d'Acton et des Maskoutains (RIAM).

La participation dans l'organisme mentionné ci-dessus est comptabilisée selon la méthode de consolidation ligne par ligne proportionnelle selon une proportion de 5,70 % pour la situation financière et de 8,65 % pour les activités financières. Cela entraîne un écart à l'état du surplus (déficit) accumulé consolidé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les obligations liées à la mise hors services d'immobilisations.

Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, les dépôts à vue et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement. Lorsqu'un de ces placements subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût;
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles;
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état consolidé de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

INFRASTRUCTURES

HYGIÈNE DU MILIEU

Usines et bassins d'épuration - 40 ans

Conduites d'égouts - 40 ans

Conduites d'aqueduc - 40 ans

Purification et traitement de l'eau - 40 ans

TRANSPORT

Chemins, trottoirs, rues et routes - 40 ans

Pont, tunnel et viaduc - 40 ans

Surfaçage d'origine ou resurfaçage majeur - 15 ans

Système d'éclairage des rues - 20 ans

AMÉNAGEMENT DES PARCS PUBLICS,

Terrain de stationnement - 20 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

BÂTIMENTS

Édifices administratifs, communautaires et récréatifs - 40 ans

Ateliers, garages et entrepôts - 40 ans

Autres - 30 ans

VÉHICULES

Automobiles - 10 ans

Véhicules lourds - 20 ans

Autres véhicules moteurs - 10 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT

Machinerie lourde - 20 ans

Unité mobile - 20 ans

Autres - 10 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU

Équipement informatique - 5 ans

Équipement téléphonique - 10 ans

Ameublement et équipement de bureau - 10 ans

Autres - 10 ans

Pour les immobilisations corporelles en cours, l'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation corporelle en cours à la catégorie d'immobilisation corporelle appropriée.

Les immobilisations corporelles sont réduites à leur valeur résiduelle si elles ne contribuent plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et services. De plus, si la valeur estimative du potentiel de service des immobilisations corporelles est inférieure à la valeur comptable, celle-ci est réduite à la valeur estimative du potentiel de service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier rentré et premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux résultats dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés qui est amorti au-fur-et-à-mesure que les stipulations sont rencontrées.

Services rendus, autres revenus et autres revenus d'intérêts

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison a eu lieu et les services ont été fournis, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

Les autres revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et que le recouvrement est raisonnablement certain.

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilière compris dans les revenus d'imposition de droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

G) Avantages sociaux futurs

Le Régime enregistré d'épargne retraite (REER) collectif offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

Ces montants sont créés aux fins suivantes et sont amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Mesure d'allègement fiscal liées à l'écart de constatation avec la norme comptable relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations : au fur et à mesure de la désactualisation des autres passifs relatifs aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

I) Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier et seulement dans ce cas. Les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

La Ville évalue ultérieurement tous ses actifs et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers sont constitués de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autre que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales, des compensations tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités). Ces actifs sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer (à l'exception des avantages sociaux à payer) et des dettes à long terme. Ces passifs sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la Ville détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale et sont amortis linéairement sur la durée des instruments.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des revenus courants du secteur public. Il comprend, notamment, de nouvelles exigences distinguées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie »). Cette norme comprend également de nouvelles exigences en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers.

Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	570 508	601 630
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	4 264 887	3 923 770
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 835 395	4 525 400
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 835 395	4 525 400
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	835 289	656 505
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 905 200	83 200

Note

Au 31 décembre 2024, un solde de 3 971 200 \$ porte intérêt au taux de 3,10 % et un solde de 293 687 \$ au taux de 2,75 % (un solde de 3 798 341 \$ portait intérêt au taux de 3,50 % et un solde de 125 429 \$ au taux de 3,00 % au 31 décembre 2023).

Au 31 décembre 2024, les sommes affectées comprises dans la trésorerie et équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières et fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	522 708	463 675
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 145 487	7 773 604
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	642 980	1 664 568
Organismes municipaux	13	375 897	424 862
Autres			
▪ Revenus courus et autres	14.1	449 524	401 434
▪ Constats d'infractions	14.2	463 044	428 684
	15	9 599 640	11 156 827
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 713 942	7 205 522
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 713 942	7 205 522
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	383	383
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	99 276	114 433
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	4 585 446	4 662 988
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	200 840	238 993
Ministère de la Culture et des Communications	25	33 917	44 395
Autres ministères/organismes	26	2 226 008	2 712 795
	27	7 145 487	7 773 604

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	64 371	61 929
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	64 371	61 929
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 500 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel et est remboursable sur demande. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	561 380	1 136 043
Salaires et avantages sociaux	44	365 061	330 946
Dépôts et retenues de garantie	45	199 964	304 257
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Autres passifs et courus	47.1	147 298	132 167
▪ Intérêts courus	47.2	110 447	110 133
▪ Organismes municipaux	47.3	318 346	298 304
▪ Gouvernement du Québec	47.4	18 293	30 547
▪ Gouvernement du Canada	47.5	9 170	15 313
	48	1 729 959	2 357 710

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	28 644	50 060
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	106 199	209 677
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Divers	62.1	85 523	73 388
	63	220 366	333 125

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,43	2025	2029	64	14 888 800	16 329 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	14 888 800	16 329 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(36 570)	(69 255)
					72	14 852 230	16 260 645

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	5 330 600			5 330 600
2026	74	4 463 100			4 463 100
2027	75	3 230 500			3 230 500
2028	76	744 900			744 900
2029	77	1 119 700			1 119 700
2030 et plus	78				
	79	14 888 800			14 888 800
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	14 888 800			14 888 800

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	175 283
Régimes de retraite des élus municipaux	89	168 280
	90	175 283
		168 280

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	335 340	325 573
Autres			
▪	93.1		
	94	335 340	325 573
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	325 573	
Passifs engagés	96		316 090
Passifs réglés	97 ())
Charge de désactualisation ¹	98	9 767	9 483
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	335 340	325 573

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Principales hypothèses utilisées**

Les principales hypothèses utilisées pour le désamiantage des bâtiments sont les suivantes:

Taux d'actualisation	3,00 %
Période d'actualisation	De 20 à 40 ans
Taux d'inflation	3,00%

Les coûts estimatifs non actualisés pour réaliser les activités de mise hors services au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 976 842 \$ (976 842 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	20 821 841	795 132		21 616 973
Eaux usées	102	25 005 911	1 336 018		26 341 929
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	21 134 024	1 181 779		22 315 803
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	3 959 691	139 187		4 098 878
▪ Autres	104.2	26 472	19 908		46 380
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	20 636 993	1 663 632		22 300 625
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 900 051	455 955		3 356 006
Ameublement et équipement de bureau	109	1 294 763	26 952	74	1 321 641
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 844 138	134 133		5 978 271
Terrains	111	334 490			334 490
Autres	112	90 147			90 147
	113	102 048 521	5 752 696	74	107 801 143
Immobilisations en cours	114	5 663 547	(2 933 444)		2 730 103
	115	107 712 068	2 819 252	74	110 531 246
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	10 266 303	487 274		10 753 577
Eaux usées	117	13 496 471	559 780		14 056 251
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 742 397	686 004		9 428 401
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	1 540 457	151 130		1 691 587
▪ Autres	119.2	580 544			580 544
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	6 673 303	523 103		7 196 406
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 926 222	139 851		2 066 073
Ameublement et équipement de bureau	124	1 266 239	45 961	74	1 312 126
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 789 279	264 367		4 053 646
Autres	126	197 533			197 533
	127	48 478 748	2 857 470	74	51 336 144
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	59 233 320			59 195 102
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au 31 décembre 2024, les créiteurs comprennent un montant de 28 538 \$ (691 287 \$ au 31 décembre 2023) pour l'acquisition d'immobilisation corporelles.

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	137 927
▪ Divers	143.2	169 746
Autres		
▪	144.1	
	145	307 673
		177 002

Note**19. Obligations contractuelles***Organisme partenaire*

La Ville est, de par sa participation dans son organisme partenaire et selon les proportions des activités financières mentionnées à la note 2 A), engagée dans divers contrats échéant jusqu'en 2026. Les paiements minimums futurs totalisent 890 032 \$ et comprennent les versements suivants au cours des prochains exercices :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 : 798 327 \$
 2026 : 91 705 \$

20. Droits contractuels

Programme de subvention - TECQ 2024-2028

Dans le cadre du programme de la TECQ 2024-2028, la Ville, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 2 279 075 \$ pour des travaux d'infrastructures et de bâtiments auquel pourrait s'ajouter une bonification de 227 908 \$ conditionnelle au respect de critères écoresponsables. Au 31 décembre 2024, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu de transferts.

La Ville doit également investir 483 667 \$ dans ces travaux appelés « investissements autonomes ». Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. Au 31 décembre 2024, la Ville n'a pas effectué ces travaux.

Programme de subvention - PAFIRSPA

Dans le cadre du programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air (PAFIRSPA), la Ville et le Ministère de l'Éducation ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 381 284 \$ pour le projet de réfection du système d'éclairage et du tableau indicateur du stade de baseball Léo-Asselin. Au 31 décembre 2024, aucun montant n'a été comptabilisée à titre de revenu.

Autres programmes de subvention

Les transferts pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 1 548 933 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces transferts est de :

2025 : 201 213 \$
 2026 : 183 006 \$
 2027 : 166 481 \$
 2028 : 149 457 \$
 2029 et suivantes : 848 776 \$

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs*Organisme partenaire*

Le redressement, d'un montant de 262 \$, provient de la variation de la participation dans la situation financière de l'organisme partenaire. En conséquence, le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2023 et 2024 ont été augmenté de 262 \$ et les états financiers consolidés de l'exercice 2023 ont été redressés. Les immobilisations au 31 décembre 2023 ont été augmentés d'un montant de 262 \$.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et du budget adopté par l'organisme partenaire, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autre que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales, des compensations tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités).

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales, des compensations tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au 31 décembre 2024, le solde des débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales, des compensations tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités s'élève à 8 196 115 \$. De cette somme, la Ville n'indique aucun solde en souffrance.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Au 31 décembre 2024, les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	Moins d'un an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer (sous forme d'instruments financiers)	1 729 959 \$				1 729 959 \$
Dettes à long terme	5 313 660 \$	7 673 970 \$	1 864 600 \$	- \$	14 852 230 \$
	7 043 619 \$	7 673 970 \$	1 864 600 \$	- \$	16 582 189 \$

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La Ville est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Les instruments financiers portant intérêt à taux fixes sont les dettes à long terme ainsi que les débiteurs à recevoir à long terme. Les instruments financiers portant à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités de l'exercice 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 627 074	9 768 450	9 923 474			9 923 474
Compensations tenant lieu de taxes	2	334 616	293 500	295 306			295 306
Quotes-parts	3					965 516	(10 081)
Transferts	4	609 328	745 683	824 495		204 465	1 028 960
Services rendus	5	988 325	950 640	1 133 229			1 133 229
Imposition de droits	6	463 137	306 050	547 142			547 142
Amendes et pénalités	7	180 307	126 100	190 134			190 134
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	207 413	95 000	218 772		11 485	230 257
Autres revenus	10	529 963	139 230	375 697		3 137	378 834
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	12 940 163	12 424 653	13 508 249		1 184 603	13 717 255
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 240 870		1 017 442			1 017 442
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	370 998					
Autres	18	8 600		23 382			23 382
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 620 468		1 040 824			1 040 824
	22	15 560 631	12 424 653	14 549 073		1 184 603	14 758 079
Charges							
Administration générale	23	1 795 689	1 964 993	1 927 377	47 333	44 573	1 994 865
Sécurité publique	24	1 754 365	1 876 845	1 877 539	121 571		1 999 110
Transport	25	1 372 684	1 564 500	1 423 560	842 261		2 265 821
Hygiène du milieu	26	2 276 779	2 408 694	2 414 673	1 126 763	1 129 714	3 730 052
Santé et bien-être	27	2 446	6 500	2 633			2 633
Aménagement, urbanisme et développement	28	246 737	246 530	224 801	18 505		243 306
Loisirs et culture	29	2 196 904	2 523 908	2 333 376	700 692		3 034 068
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	448 997	489 380	453 136			453 136
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 785 135	2 852 090	2 857 125	(2 857 125)		
	34	12 879 736	13 933 440	13 514 220		1 174 287	13 722 991
Excédent (déficit) lié aux activités	35	2 680 895	(1 508 787)	1 034 853		10 316	1 035 088

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 680 895	(1 508 787)	1 034 853	1 035 088
Moins : revenus d'investissement	2	(2 620 468)	()	(1 040 824)	(1 040 824)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	60 427	(1 508 787)	(5 971)	(5 736)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	2 785 135	2 852 090	2 857 125	2 857 470
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7	(5 709)			
	8	2 779 426	2 852 090	2 857 125	2 857 470
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9	13 954			
Réduction de valeur / Reclassement	10	5 709			
	11	19 663			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(2 557)		22 290	22 290
	15	(2 557)		22 290	22 290
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(903 637)	(790 760)	(779 845)	(779 845)
	18	(903 637)	(790 760)	(779 845)	(779 845)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(619 738)	(355 507)	(208 902)	(208 902)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	46 684		144 692	144 692
Excédent de fonctionnement affecté	21	20 825	10 500	40 429	49 256
Réserves financières et fonds réservés	22	(182 497)	(223 916)	(217 668)	(217 668)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	323 631	16 380	7 540	7 540
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(411 095)	(552 543)	(233 909)	(225 082)
	26	1 481 800	1 508 787	1 865 661	1 874 833
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 542 227		1 859 690	1 869 097

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 620 468	1 040 824	1 040 824
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	358 129)(	40 034)(	40 034)
Sécurité publique	3 (	132 953)(	376 490)(	376 490)
Transport	4 (	904 672)(	322 909)(	322 909)
Hygiène du milieu	5 (	1 721 459)(	980 367)(	980 367)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	829)(	117 807)(	117 807)
Loisirs et culture	8 (	1 526 640)(	981 645)(	981 645)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	4 644 682)(	2 819 252)(	2 819 252)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	12 390)(	24 732)(	24 732)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	123 630	(158 152)	(158 152)
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	619 738	208 902	208 902
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 653 537	509 569	509 569
Excédent de fonctionnement affecté	17	132 178	59 125	59 125
Réserves financières et fonds réservés	18	176 400	38 883	38 883
	19	2 581 853	816 479	816 479
	20	(1 951 589)	(2 185 657)	(2 185 657)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	668 879	(1 144 833)	(1 144 833)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 387 540	4 645 220	190 175	4 835 395
Débiteurs (note 5)	2	11 004 860	9 497 796	114 181	9 599 640
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	61 929	64 371		64 371
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	15 454 329	14 207 387	304 356	14 499 406
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 174 870	1 545 234	197 062	1 729 959
Revenus reportés (note 11)	12	333 125	220 366		220 366
Dettes à long terme (note 12)	13	16 260 645	14 852 230		14 852 230
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	325 573	335 340		335 340
	16	19 094 213	16 953 170	197 062	17 137 895
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 639 884)	(2 745 783)	107 294	(2 638 489)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	59 229 267	59 191 395	3 707	59 195 102
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	260 751	308 978		308 978
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	175 804	306 200	1 473	307 673
	23	59 665 822	59 806 573	5 180	59 811 753
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 488 289	4 659 027	23 882	4 682 909
Excédent de fonctionnement affecté	25	366 515	316 882	84 885	401 767
Réserves financières et fonds réservés	26	656 504	835 289		835 289
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(697 531)	(654 296)		(654 296)
Financement des investissements en cours	28	1 611 473	451 408		451 408
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	50 600 688	51 452 480	3 707	51 456 187
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	56 025 938	57 060 790	112 474	57 173 264
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	3 274 839	3 139 827	3 185 621	2 861 065
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	745 890	667 162	676 596	630 613
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 935 301	4 818 997	5 913 293	5 719 159
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	291 340	257 978	257 978	234 246
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	169 740	158 590	158 590	185 946
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	28 300	36 568	36 568	28 805
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 345 530	1 276 754	335 656	347 039
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	279 690	268 652	268 652	260 132
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 852 090	2 857 125	2 857 470	2 785 511
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	10 720	32 567	32 567	12 183
	22	13 933 440	13 514 220	13 722 991	13 064 699

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 682 909	3 507 119
Excédent de fonctionnement affecté	2	401 767	455 870
Réserves financières et fonds réservés	3	835 289	656 504
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(654 296)	(697 531)
Financement des investissements en cours	5	451 408	1 611 473
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	51 456 187	50 604 741
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	57 173 264	56 138 176
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 659 027	3 488 289
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	23 882	18 830
	11	4 682 909	3 507 119
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Barage Dumoulin	12.1	57 298	57 298
▪ Entretien des cours d'eau	12.2	68 066	68 066
▪ Bibliothèque	12.3	45 772	74 814
▪ Divers	12.4	145 746	166 337
	13	316 882	366 515
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIAM	14.1	84 885	89 355
	15	84 885	89 355
	16	401 767	455 870

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	301 191
Organismes contrôlés et partenariats	22	134 258
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	486 471
Organismes contrôlés et partenariats	24	486 471
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	47 627
Autres		35 775
▪	30.1	
	31	835 289
	32	656 504
	835 289	656 504

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	298 422)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	298 422)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	24 331)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ Disposition des boues	55.1 (	339 500)(
	56 (	363 831)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	7 957
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	7 957
	63 (	654 296)(
		24 331
		697 531)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 451 408	1 611 473
Investissements à financer	65 () ()	() ()
	66 451 408	1 611 473
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 59 195 102	59 233 320
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 64 371	61 929
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 59 259 473	59 295 249
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 59 259 473	59 295 249
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (14 852 230)(	16 260 645)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (36 570)(	69 255)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 6 723 043	7 226 392
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 362 471	413 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (7 803 286)(	8 690 508)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () ()	() ()
	82 (7 803 286)(	8 690 508)
	83 51 456 187	50 604 741

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
--	-----	---	--

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre un Régime enregistré d'épargne retraite (REER) collectifs aux employés cadres, cols blancs et cols bleus. La cotisation annuelle de l'employeur est fixée en fonction d'un pourcentage des salaires de chacun des participants du régime. Pour ces employés, le taux de cotisation pour l'employeur peut aller jusqu'à 9 %. La charge de l'exercice correspond aux cotisations versées par l'employeur.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	175 283	168 280
Autres régimes	115		
	116	175 283	168 280

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	6 362 430	6 465 284	6 181 057
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	718 880	731 246	734 236
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	324 790	330 648	391 989
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 406 100	7 527 178	7 307 282
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	817 470	823 969	799 291
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	474 770	476 584	454 639
Matières résiduelles	15	892 700	895 016	872 688
Autres				
Vidanges fosses septiques	16.1	123 890	141 007	146 613
Centres d'urgence 9-1-1	17	50 000	47 586	43 048
Service de la dette	18	3 520	12 134	3 513
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 362 350	2 396 296	2 319 792
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 362 350	2 396 296	2 319 792
	27	9 768 450	9 923 474	9 627 074

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	82 270	82 935	82 935
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	197 200	198 341	198 341
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	279 470	281 276	281 276
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	14 030	14 030	14 030
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	14 030	14 030	14 030
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	293 500	295 306	295 306
				334 616

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	1 794	1 792	1 991
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	134 607	137 914	135 309
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55	7 120	9 185	7 120
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	26 933	30 125	29 985
Réseau de distribution de l'eau potable	64	16 669	17 009	17 116
Traitement des eaux usées	65	6 356	10 013	6 310
Réseaux d'égout	66	36 891	37 687	37 743
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	20 000	46 608	46 650
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			62 916
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	53 133	53 127	74 312
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	19 780	20 136	19 160
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	323 283	363 596	438 612

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	338 028	338 028	272 113
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	6 241	6 241	195 592
Réseau de distribution de l'eau potable	105	6 711	6 711	494 988
Traitement des eaux usées	106	420 780	420 780	34 289
Réseaux d'égout	107	7 881	7 881	494 988
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	18 272	18 272	218 429
Activités culturelles				
Bibliothèques	125	219 529	219 529	530 471
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	1 017 442	1 017 442	2 240 870

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			41 851
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		204 465	181 153
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	422 400	422 400	422 400
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		38 499	38 499
	139	422 400	460 899	665 364
TOTAL DES TRANSFERTS	140	745 683	1 841 937	3 031 351

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141	93 190	93 929	93 929
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	93 190	93 929	93 929
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	216 340	203 906	203 906
Sécurité civile	148	4 000	12 778	12 778
Autres	149			
	150	220 340	216 684	216 684
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155	1 670	1 619	1 619
	156	1 670	1 619	1 619
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
		182		
Réseau d'électricité	183			
	184			
		315 200	312 232	312 232
				299 014

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187			
	188			
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	400	1 323	1 323
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	400	1 323	1 323
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	1 400		
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	1 400		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	31 150	96 912	96 912
Réseau de distribution de l'eau potable	205	4 000	12 435	12 435
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	4 000	12 436	12 436
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	5 600	5 010	5 010
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	44 750	126 793	126 793
				49 524

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	8 000	11 650	11 650
	224	8 000	11 650	11 650
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	576 590	674 772	674 772
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	4 300	6 459	6 459
Autres	227			
	228	580 890	681 231	681 231
Réseau d'électricité	229			
	230	635 440	820 997	820 997
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	950 640	1 133 229	1 133 229

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	26 050	36 652	25 101
Droits de mutation immobilière	233	280 000	510 490	438 036
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	306 050	547 142	463 137
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	126 100	190 134	180 307
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	95 000	218 772	217 528
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			414 003
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		250 000	370 999
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	116 830	85 931	97 426
Autres contributions	247	10 000	40 708	11 388
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	12 400	22 440	18 363
	250	139 230	399 079	912 179
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	237 030	241 207	488	241 695	245 241	227 346
Greffe et application de la loi	2	353 510	311 685	5 534	317 219	317 219	305 548
Gestion financière et administrative	3	383 670	365 936	5 362	371 298	387 784	360 975
Évaluation	4	112 310	112 305		112 305	112 305	113 101
Gestion du personnel	5	415 690	420 748	381	421 129	421 129	343 519
Autres							
▪ Autres	6.1	462 783	475 496	35 568	511 064	511 187	519 923
	7	1 964 993	1 927 377	47 333	1 974 710	1 994 865	1 870 412
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 151 440	1 148 619		1 148 619	1 148 619	1 090 350
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	701 505	703 676	121 528	825 204	825 204	754 797
Sécurité civile	11	5 580	7 173	43	7 216	7 216	19 171
Autres	12	18 320	18 071		18 071	18 071	
	13	1 876 845	1 877 539	121 571	1 999 110	1 999 110	1 864 318
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	666 720	708 934	681 612	1 390 546	1 390 546	1 286 966
Enlèvement de la neige	15	428 790	321 200	31 557	352 757	352 757	354 553
Éclairage des rues	16	42 700	39 183	16 872	56 055	56 055	52 587
Circulation et stationnement	17	125 700	114 420	2 370	116 790	116 790	120 462
Transport collectif							
Transport en commun	18	26 010	26 006		26 006	26 006	25 248
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	274 580	213 817	109 850	323 667	323 667	355 749
	22	1 564 500	1 423 560	842 261	2 265 821	2 265 821	2 195 565

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	769 500	786 819	328 695	1 115 514	1 115 514	1 081 160
Réseau de distribution de l'eau potable	24	77 460	83 753	190 150	273 903	273 903	224 086
Traitement des eaux usées	25	421 710	509 121	290 148	799 269	799 269	710 152
Réseaux d'égout	26	53 750	52 885	317 770	370 655	370 655	362 520
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	469 410	460 861		460 861	201 349	223 612
Élimination	28					231 430	222 329
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	163 620	99 526		99 526	184 653	187 550
Tri et conditionnement	30					93 447	114 283
Matières organiques							
Collecte et transport	31	245 260	231 833		231 833	150 474	162 101
Traitement	32					77 924	79 228
Matériaux secs	33					60 626	53 113
Autres	34					17 054	15 388
Plan de gestion							
Autres	36					102 318	103 737
Cours d'eau	37	4 490	3 481		3 481	3 481	3 459
Protection de l'environnement							
Autres	38						9 004
Autres	39	203 494	186 394		186 394	47 955	7 187
	40	2 408 694	2 414 673	1 126 763	3 541 436	3 730 052	3 558 909
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	6 500	2 633		2 633	2 633	2 446
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	44						
	45	6 500	2 633		2 633	2 633	2 446

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	157 620	135 896	3 821	139 717	139 717	147 438
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	88 910	88 905	14 684	103 589	103 589	117 981
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52						
	53	246 530	224 801	18 505	243 306	243 306	265 419
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	361 240	334 556	171 796	506 352	506 352	495 287
Patinoires intérieures et extérieures	55	522 515	498 519	174 016	672 535	672 535	611 614
Piscines, plages et ports de plaisance	56	87 390	61 416	52 755	114 171	114 171	113 181
Parcs et terrains de jeux	57	703 708	663 875	169 575	833 450	833 450	754 716
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	541 270	464 729	78 950	543 679	543 679	563 253
	61	2 216 123	2 023 095	647 092	2 670 187	2 670 187	2 538 051
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	293 605	298 102	43 807	341 909	341 909	299 344
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	14 180	12 179	9 793	21 972	21 972	21 238
Autres	66						
	67	307 785	310 281	53 600	363 881	363 881	320 582
	68	2 523 908	2 333 376	700 692	3 034 068	3 034 068	2 858 633

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	420 770	383 883		383 883	383 883	378 921
Autres frais	71	40 310	32 685		32 685	32 685	41 271
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	28 300	36 568		36 568	36 568	28 805
	74	489 380	453 136		453 136	453 136	448 997
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 852 090	2 857 125 (	2 857 125)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	170 259	170 259	376 478
Usines de traitement de l'eau potable	2	17 429	17 429	78 649
Usines et bassins d'épuration	3	442 604	442 604	150 745
Conduites d'égout	4	198 708	198 708	653 064
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	463 288	463 288	928 897
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			26 715
Parcs et terrains de jeux	10	78 445	78 445	566 507
Autres infrastructures	11	19 908	19 908	26 472
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 068	3 068	316 090
Édifices communautaires et récréatifs	14	882 987	882 987	718 368
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	346 241	346 241	109 713
Ameublement et équipement de bureau	18	36 572	36 572	25 752
Machinerie, outillage et équipement divers	19	159 743	159 743	667 232
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 819 252	2 819 252	4 644 682

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	9 477	9 477	246 930
Usines de traitement de l'eau potable	2	17 429	17 429	78 649
Usines et bassins d'épuration	3	442 604	442 604	150 745
Conduites d'égout	4	33 235	33 235	523 516
Autres infrastructures	5	375 801	375 801	1 360 969
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	160 782	160 782	129 548
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	165 473	165 473	129 548
Autres infrastructures	10	185 840	185 840	187 622
Autres immobilisations corporelles	11	1 428 611	1 428 611	1 837 155
	12	2 819 252	2 819 252	4 644 682

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	486 470			486 470
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 825 827		235 388	2 590 439
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 791 211	(156 543)	545 820	5 088 848
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 103 508	(156 543)	781 208	8 165 757
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 205 522	158 212	649 792	6 713 942
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	7 205 522	158 212	649 792	6 713 942
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	20 870	(1 669)	10 100	9 101
	15	7 226 392	156 543	659 892	6 723 043
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 226 392	156 543	659 892	6 723 043
	19	16 329 900		1 441 100	14 888 800
Dette en cours de refinancement	20 ()			()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	16 329 900		1 441 100	14 888 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	14 888 800
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	486 471
Débiteurs	8	6 713 942
Autres montants	9	9 101
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 679 286

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	13	
Endettement net à long terme	14	7 679 286

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 679 286

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 679 286
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	112 310	112 305	113 101
Autres	3	134 720	134 714	144 617
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 190	3 183	2 857
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 009 840	941 098	
Cours d'eau	13	3 490	3 481	3 459
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	5 570	5 568	6 162
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	76 410	76 405	76 843
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	1 345 530	1 276 754	335 656
				347 039

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1	44 888	25 959
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 774 364	4 618 723
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 819 252	4 644 682

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,42	35,00	16 523,00	896 119	207 173	1 103 292
Professionnels	2						
Cols blancs	3	12,65	35,00	21 467,00	620 885	142 875	763 760
Cols bleus	4	19,15	40,00	36 257,00	1 174 485	280 418	1 454 903
Policiers	5						
Pompiers	6	4,87	40,00	10 173,00	305 061	24 028	329 089
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	46,09		84 420,00	2 996 550	654 494	3 651 044
Élus	9	7,00			188 165	12 668	200 833
	10	53,09			3 184 715	667 162	3 851 877

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	30 125	1 907	4 334		36 366
Réseau de distribution de l'eau potable	3	17 008	2 782	3 930		23 720
Traitement des eaux usées	4	10 013	128 578	292 202		430 793
Réseaux d'égout	5	37 687	3 951	3 930		45 568
Autres	6	655 032	61 123	278 566	310 769	1 305 490
	7	749 865	198 341	582 962	310 769	1 841 937

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	71 127	71 365
	4	71 127	71 365
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	416	914
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	416	914
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	118 776	113 606
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	118 776	113 606
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	49 165	49 959
Réseau de distribution de l'eau potable	18	28 017	26 698
Traitement des eaux usées	19	15 825	8 563
Réseaux d'égout	20	73 396	71 534
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23	15 953	17 338
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	182 356	174 092
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	80 461	89 020
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	80 461	89 020
Réseau d'électricité			
	42		
	43	453 136	448 997

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Charbonneau	1.1 Maire	42 066	18 531	4 533	891
Yves Arcouette	1.2 Conseiller	15 504	6 177		
Johanne Joannette	1.3 Conseiller	16 987	6 177		
Raymond Bisailon	1.4 Conseiller	16 987	6 177		
Annie Gagon	1.5 Conseiller	15 504	6 177		
Bruno Lavallée	1.6 Conseiller	14 022	6 177	723	364
Pierrette Lajoie	1.7 Conseiller	14 022	6 177		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 350 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2020-06-165
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-06-15

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 039
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 540
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 1

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 **Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 **La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 **Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-16

Nom du signataire : Claudine Babineau

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 08:34